



mairies !

Richert : Grand Est mode d'emploi

Remettre les choses en place et donner sa conception du fonctionnement de la région Grand Est : Philippe Richert l'a fait devant les élus avec un luxe de précisions encore rarement atteint. La nouvelle organisation, les compétences et les nouvelles politiques ont été passées en revue. Les moyens financiers aussi.

« Cela n'a pas été simple. Ni pour les élections elles-mêmes ni pour l'organisation de la région ». Philippe Richert rappelle régulièrement qu'il n'était pas forcément partisan de la fusion de trois régions mais qu'il n'est pas question de ne pas avancer.

- Territorialisation : après huit mois elle se dessine et se met en place. Les 3 maisons de la Région à Strasbourg, Metz et Châlons-en-Champagne, les agences avec des responsabilités de terrain très proches notamment pour les personnels techniques des lycées.

- Compétences : au niveau des compétences celles liées aux transports scolaires ne donneront pas lieu à des ruptures de stratégie. « On garde les mêmes organisations que celles des départements et les mêmes appels d'offres. » La ressource se fera par un glissement des parts des deux collectivités sur



la TVA, élément de l'ancienne taxe professionnelle. On était à 50% pour le département et 25 % pour la région. Ce sera l'inverse.

Pour les ressources destinées à financer la compétence économique, c'est un grand marchandage assez cocasse (du moins raconté par Philippe Richert) qui a eu lieu au niveau de l'Hôtel Marignou. Il débouche sur une double source DGF (dotation globale de fonctionnement) et part de TVA, cette dernière ayant l'avantage d'être évolutive. « C'est 570 millions d'euros en tout cette année au lieu des 600 à 800 espérés mais cela augmentera de 120 millions

chaque année. Maintenant, il faut s'organiser avec les agglomérations et les inter-communalités ». « Il faut de grandes agglomérations, métropoles ou villes structurantes dit encore Philippe Richert. Regardez ce qui se fait dans le sud de la Meurthe-et-Moselle, autour de Reims devenue agglomération rurale mais aussi à Châlons et Troyes ». Les départements ont perdu cette vocation sauf pour le tourisme mais garderont leurs ressources.

- Nouvelles politiques : le cap est affiché. « On ne va pas continuer avec trois systèmes. Il y a plus de 700 dispositifs aujourd'hui. Il nous faut une politique Grand Est. Cela va commencer par les sports et l'agriculture et le 30 juin 2017 tout aura changé. Nous ne pouvons pas nous contenter de nous reposer sur nos lauriers. Nos voisins qui n'ont pas eu cette problématique d'adaptation avancent et je ne parle pas de nos voisins européens ! Alors que l'ensemble de l'effort des régions en matière de recherche et développement est en France de 600 millions d'euros, dans les Länder allemands il est de 10 milliards. Je me bats pour que nous soyons plus forts ensemble ». + jpi

DE LA DREAM TEAM AUX OURS Les stats du préfet

Pas que des stats... des hommes et des femmes aussi. C'est avec la « dream team » de tous ses directeurs que le préfet Emmanuel Berthier est arrivé samedi matin pour participer au congrès des maires. A 9h 40, c'est-à-dire après le début de la réunion comme on le lui avait proposé, d'où l'effet de masse de son arrivée en équipe. Partisan d'un « Etat proche » et habitué, depuis 33 ans qu'il a débuté en tant que sous-préfet, aux réunions d'élus il dit qu'il ne lui aurait « pas déplu d'assister à la première partie des travaux sur la métropolisation par exemple ».

Après avoir rappelé les enjeux en matière de sécurité et dit son sentiment que « la préparation de la nation est plus grande qu'avant » il est donc revenu sur les inter-communalités : « on a appliqué avec séri-

enté la loi Notre et dans le département on est passé de 33 à 23 EPCI. Sur l'ensemble du territoire la proportion de réduction est plus grande mais le sujet n'est pas de faire du chiffre ».

D'autres chiffres quand même : l'élan des communes nouvelles nées de fusions ou de réorganisations a été fort en France puisque 320 ont été créées de 400 sont en projet. En Moselle il n'y en a que 2 : Ancy-Dornot et Colligny-Marsilly. « Vous avez encore jusqu'au 30 octobre dit le préfet et on vous garantit les conditions ».

- Les augmentations des montants de toute une série de crédits de solidarité (DSU +8,9% et DSR + 9,17%), les contrats de ruralité et les 34 communes reconnues bourg-centre en Moselle permettent au repre-

sentant de l'Etat d'illustrer que tout n'est pas figé ou en régression.

Qui plus est les préfectures elles-mêmes « évoluent de façon spectaculaire notamment dans la production de titres en collaboration avec les collectivités ». Ces communes à qui revient la mission fondamentale aussi de permettre l'organisation des scrutins, ce qui en 2017 sera loin d'être anodin : « le besoin de clarification sur des sujets fondamentaux comme la place des collectivités devrait faire partie du débat national. Il est important que le vote puisse se faire dans de bonnes conditions... ».

Pas comme dans les Hautes-Pyrénées où il se souvient d'avoir vu des communes refuser d'assurer cette mission pour cause de débat sur la réintroduction ou pas de l'ours. + jpi

Priorités et changement

LA MÉTHODE MOSELLE

S'exprimant au nom du conseil départemental de la Moselle et de Patrick Weiten, François Laveigne exposera les trois priorités de sa collectivité : le numérique, l'attractivité et la territorialisation. Le numérique avec une méthode plutôt que des incantations comme par exemple la manière expérimentale dont a été menée, d'abord dans un collège puis dans cinq, la mise à disposition des tablettes. Attractivité avec l'agence lancée le 21 octobre et la volonté de rassembler : « Isolés nous n'y arriverons pas, ni Metz ni la Moselle en étant chacun de notre côté ». Les discussions se poursuivent et convergent sur le principe de complémentarité mais pas encore sur les finances. A l'arrivée une manière de bouger qui est « choisie. La stabilité n'est pas l'inertie ». +

L'annuaire des diplômés ICN Business grands noms, de desseins acc longuement mûris. La Semaine press eux, celles et ceux qui grâce a trouvent là où ils voulaient diplômés de la Bus



Portu



• Coa pour Perto

« Se former aux con humaines, c'est pri

Christine Perry a toujours eu le sens de l'entraide, de la valorisation des compétences et du développement des performances humaines. Après avoir travaillé pendant longtemps dans l'industrie pharmaceutique, en tant que déléguée médicale hospitalière, elle souhaite gravir les échelons. « J'étais un des bons éléments de l'entreprise dans laquelle je me trouvais située-t-elle, et j'avais réussi à performer plusieurs fois dans mon secteur ». Chemin faisant, Christine Perry se tourne vers le service des ressources humaines de son entreprise. Avec en tête un poste : celui de manager. A sa grande surprise, et c'est « systématique », on lui répond « vous êtes trop humaine pour être manager ». Plutôt que de se laisser décourager, la future créatrice d'entreprise réalise un bilan de compétences. « J'ai découvert une profession que je ne connaissais pas, celle de coach. Et grâce à une formation à ICN, j'y ai pris goût. Il n'y a pas de hasard dans la vie ! », pétille Christine Perry. Sur son temps, son énergie, et ses économies, elle se lance dans le programme Coach professionnel (RNCP niveau 1) dispensé par la Business School de l'Est, à raison de 3 jours de cours par mois répartis sur 9 mois. Elle sort certifiée en janvier 2011 et quitte finalement son précédent poste pour se consacrer à temps plein à sa nouvelle carrière professionnelle, en

son s http perform perry

